

Au Danemark, une première taxe climatique mondiale sur l'élevage : «Nous avons désormais un cap à tenir»

Nicolas Lee

Le Danemark franchit une étape historique en instaurant un plan de route pour la première taxe climatique mondiale sur l'élevage. Un tournant ambitieux, qui place les agriculteurs au cœur de la transition écologique, entre défis économiques et adaptations techniques.

A la ferme de Yke Kloppenburg, c'est le chien qui vient accueillir les visiteurs avec de joyeux aboiements. Planté au milieu de la plaine danoise, le paysage est à s'y méprendre typique des Pays-Bas : plat, nuageux, balayé par les vents. Celui-ci est familier à cette ancienne banquière néerlandaise aujourd'hui agricultrice, venue s'installer au Danemark en 2002 pour déjouer la crise de la quarantaine avec son mari cultivateur de patates. *«Au lieu d'acheter une moto, on a décidé de venir ici !»* Autour de la ferme, 85 hectares de terres attendent le passage des mois d'hiver. Des champs destinés à nourrir ses 230 vaches, *«un peu en dessous de la taille moyenne des exploitations laitières au Danemark»*, précise-t-elle. Le calme règne dans l'étable où les bovins mâchent, amorphes, après la traite du matin, calme entrecoupé par quelques mugissements, le bruit de la bouse qui tombe et les infâmes rots au méthane – [un des principaux gaz à effet de serre](#) – que le gouvernement va bientôt taxer.

A compter de 2030, les agriculteurs danois devront en effet payer 120 couronnes danoises (16 euros) par tonne d'équivalent CO2 émise, une première mondiale. *«Je n'étais pas forcément pour cette taxation»*, admet l'éleveuse. *«Les mesures qui encouragent sont, selon moi, plus efficaces. Lorsque vous avez des enfants, leur crier dessus n'est pas la meilleure façon de se faire comprendre»*, compare l'ancienne banquière néerlandaise en haussant les épaules.

Plan de route historique

Le sujet fait du foin dans toutes les exploitations du pays. Tout particulièrement chez les éleveurs de bovins, dont [les émissions de méthane sont dans le viseur du gouvernement](#), mais aussi les éleveurs de porcs, secteur moins émetteur mais également concerné par la taxe. En décembre 2023, [la coalition au pouvoir dans le pays](#), qui réunit les sociaux-démocrates, Venstre (libéraux conservateurs) et les Modérés danois, lance la «tripartite verte», nom barbare donné à la réunion autour d'une même table des représentants du secteur agricole, des défenseurs de l'environnement et de l'industrie danoise. *«C'est une approche novatrice, indique Emma Sander Poulsen, négociatrice pour la Société danoise de conservation de la nature. Habituellement, ce sont les partis politiques qui se chargent de produire des mesures. Cette fois-ci, le gouvernement a décidé de laisser à la société civile la charge de trouver un compromis.»*

Fin novembre, après d'âpres négociations, le projet remporte l'adhésion de la majorité des groupes politiques du Parlement, pour un plan de route historique. Selon Jeppe Bruus Christensen, à la tête du tout nouveau ministère de la Tripartite verte, l'accord va permettre de réduire de 70 % les émissions de gaz à effet de serre du pays d'ici 2030 en ciblant [le secteur ô](#)

[combien épineux en Europe de l'agriculture](#). Dans les grandes lignes, le Danemark prévoit la restauration en espaces naturels de 15 % des terres agricoles qui couvrent actuellement 60 % de la superficie de ce pays nordique (contre 45 % en France). Et il ouvre, donc, la voie à la première taxation des émissions de gaz à effet de serre issues de l'élevage.

«*Tout cela arrive trop tard*»

Ce qui n'a pas été évident et a suscité des résistances. *«C'est le plus grand lobby agricole du pays»*, peste Maria Bojsen, éleveuse bio de cochons, en évoquant le Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation, qui représente les industries agricoles lors des négociations de la tripartite. L'organisation a su négocier avec succès un rabais de 60 % sur les ambitions initiales qui étaient de taxer à hauteur de 40 euros la tonne de CO2 issue de l'élevage dès 2030, puis jusqu'à 100 euros par tonne en 2035. Finalement, ce sera donc d'abord 16 euros, puis 40 euros la tonne.

Entre deux coups de fil de clients hésitants sur la commande de longe de porc pour le Flæskesteg de Noël (rôti de porc traditionnel danois), elle martèle que les mesures ne vont pas assez loin. *«Le montant de la taxe, la date à laquelle elle sera mise en place... Tout cela arrive trop tard. Nous avons besoin d'un changement radical pour faire face à l'urgence climatique, maintenant !»*

Yke Kloppenburg, la productrice laitière, adopte une position moins sévère. Pour elle, la nouvelle feuille de route incarne la promesse de la fin des incertitudes politiques, qu'elle considère comme la principale inquiétude du monde paysan. *«Se lancer dans l'élevage, c'est investir plusieurs millions d'euros.»* L'ancienne banquière le sait bien : *«Le monde financier doit pouvoir se projeter sur la viabilité d'une exploitation. Avec cet accord, nous connaissons les contraintes et les objectifs à atteindre. Nous avons désormais un cap à tenir.»*

A une heure de la capitale, les cochons de Maria Bojsen prennent des airs de moutons avec leur épaisse toison. Des mangalitsa, qui rappellent à l'approche de leur maîtresse. Une race convoitée par les restaurateurs de Copenhague qui revendent une carte verte et locale. Depuis dix ans, l'éleveuse entretient sans relâche son rêve d'élever des porcs en liberté sur les 18 hectares de la propriété familiale ceints de grands prés fermés. Sa viande est sept à dix fois plus chère que celle issue de [l'agriculture conventionnelle](#), mais elle l'assume : *«C'est le prix à payer pour une viande de porc élevée dignement. Je vous invite à aller dans une [porcherie industrielle](#) et vous verrez le coût que cela représente de produire du porc à moindre prix.»* Quant à la taxe, elle ne partage pas l'inquiétude des éleveurs qui craignent une concurrence déloyale des autres pays. *«Ma solution, c'est de produire peu et local, et la vente directe. C'est moi qui maîtrise les prix et [les clients savent ce qu'ils achètent.](#)»*

«*Nous devons faire pousser un maximum sur nos champs pour capturer le plus de carbone*»

Chez Kim Kjær Knudsen, l'imposant corps de ferme d'Allindemaglegaard, datant du XIVe siècle, contraste avec la modernité de sa porcherie. Dans son bureau, des caméras diffusent en temps réel des images du hangar aux 1 700 porcs. A l'intérieur de la porcherie 2.0 se profilent des centaines de cellules individuelles. Rien ne filtre à l'extérieur, ni l'odeur ni le bruit, rien que les rayons des lampes blafardes. Lui non plus ne formule aucune crainte sur l'avenir de la production porcine, qui représente 50 % des exportations agricoles du pays. *«Nous devons faire pousser un maximum sur nos champs pour capturer le plus de carbone. Ensuite, ce*

carbone capturé par les plantes alimente les porcs. De la production du porc, nous récupérons les déchets qui nous permettent de créer de l'énergie sous la forme de méthane ou de biocarburant à l'avenir», esquisse-t-il sur une feuille volante. Pointant la flèche qui boucle son cercle vertueux, il insiste : *«C'est grâce à la production d'énergie que nous allons rester rentables.»* Dans son vaste salon, une petite affiche *«Bacon»* rappelle la spécialité de celui qui détient au total 28 porcheries au Danemark et en Suède. A 38 ans, il est l'un des plus gros producteurs de porc du pays et siège au conseil d'administration de la Danish Crown, plus grande société productrice de porc en Europe avec 15,1 millions d'animaux abattus en 2023.

Pour ne pas déplaire à Kim Kjær Knudsen, qui voit dans les éleveurs les futurs producteurs d'un «pétrole Brent vert», la tripartite verte accorde une place importante à la mise en place d'innovations techniques pour remédier aux émissions. *«Les fonds récoltés par la future taxe vont être utilisés pour aider les agriculteurs à intégrer les toutes dernières technologies»,* rappelle Anders Panum Jensen, directeur de l'accord tripartite au Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation. Lui aussi assure que, si tous les agriculteurs mettent en place les innovations et méthodes pour rendre leurs fermes *«efficaces sur le plan climatique»* (comme la meilleure gestion du lisier, par exemple), les exploitants seront peu ou pas affectés par la taxe carbone. *«Il a été essentiel pour nous de fixer des objectifs basés sur les émissions plutôt que sur une réduction de la production. Ainsi, nous pouvons maintenir le niveau de production actuel si nous réduisons les gaz à effet de serre.»*

Taxation n'est pas révolution

Des couacs restent à résoudre, comme l'utilisation du Bovaer, un complément alimentaire commercialisé par une multinationale néerlandaise promettant de réduire de 30 % les émissions de méthane des vaches laitières en inhibant l'action d'une enzyme. Présenté comme l'une des solutions pour réduire les émissions bovines, il est interdit aux éleveurs bio, ce qui favoriserait les exploitations conventionnelles. Yke Kloppenburg, cependant, se veut rassurante : *«Je suis sûre que le gouvernement ne laissera pas tomber les producteurs bio.»*

A l'instar de Maria, elle reconnaît que la taxation ne révolutionnera pas l'élevage au Danemark. A défaut de faire table rase du modèle conventionnel, c'est le paysage qui pourrait faire peau neuve. La prochaine grande étape de la mise en application de l'accord tripartite devra désormais se jouer à l'échelle locale. Les municipalités seront chargées de présider les négociations entre les organisations agricoles et environnementales, qui doivent élaborer des plans de restauration d'ici fin 2025. Plus de 250 000 hectares de terres agricoles attendent la reforestation, tandis que 140 000 hectares de tourbières réclament une réhumidification. Une entreprise colossale, qui marque le début d'un nouveau chapitre auquel Kim Kjær Knudsen rétorque, un brin provocateur : *«Mes champs sont aussi naturels qu'une forêt. A mes yeux, il n'y a aucune différence.»*

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)